



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture
Avril 2017

Table des matières

I. INTRODUCTION	2
II. PRODUCTION	2
II.1 Indice de la production industrielle	2
II.2 Café	2
II.3 Thé	2
III.INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES	2
IV.1 Recettes	2
IV.2 Dépenses.....	3
IV.3 Dette publique	3
-Dette intérieure	3
-Dette extérieure	3
V.COMMERCE EXTERIEUR	3
V.1 Exportations.....	4
V.2 Importations.	4
VI. TAUX DE CHANGE	5
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	5
VII.1 Base monétaire.....	5
VII.2 Masse monétaire	5
VII.3 Contreparties	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D’ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
VIII.1 Emplois.....	6
VIII.2 Ressources	6
IX. SOLIDITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
IX.1 Adéquation du capital.....	6
IX.2 Qualité du portefeuille crédit	7
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	8
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D’ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	9
ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	10

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin avril 2017, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par une baisse de la récolte du thé et de la production industrielle, les finances publiques ont connu un allègement du déficit global (hors dons). Le secteur monétaire a été caractérisé par l'accroissement de la base monétaire et de la masse monétaire.

Le déficit de la balance commerciale s'est approfondi par rapport à celui de la même période de 2016, les importations ayant enregistré une augmentation plus importante que celle des exportations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

Le total bilan du secteur bancaire a augmenté, les dépôts ont progressé tandis que les crédits à l'économie ont baissé. Toutefois, le crédit au secteur gouvernemental à travers les titres du Trésor a augmenté. Le secteur bancaire est resté solide et a respecté les normes réglementaires et prudentielles. Néanmoins, la rentabilité de ce secteur a baissé.

II. PRODUCTION

Comparé au mois précédent, le secteur réel a enregistré, au mois d'avril 2017, une augmentation de la récolte du thé et de la production industrielle. Toutefois, en glissement annuel, la production industrielle et celle de thé ont reculé.

II.1 Indice de la production industrielle

La production industrielle s'est accrue par rapport au mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle a augmenté de 10,0%, passant de 102,0 à 111,2, principalement en liaison avec l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (+8,6%) et de cigarettes (+17,2%).

En glissement annuel, l'indice a baissé de 4,0% en rapport essentiellement avec la chute de la production de cigarettes (-39,2%) et de savons (-30,0%) qui a contrebalancé l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (+14,3 %).

II.2 Café

La production de café de la campagne 2016/2017 a reculé par rapport à celle de la campagne précédente. En effet, les apports de café Arabica en parche à la fin de la campagne 2016/2017 ont atteint 17.906 contre 22.009 T la campagne précédente, soit une baisse de 18,6%.

II.3 Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois d'avril 2017 s'est établie à 5.655 contre 4.859 T le mois précédent, soit une progression de 16,4%. Toutefois, en glissement annuel, la production cumulée à fin avril 2017 a chuté de 26,8%, revenant de 26.796 à 19.620 T, suite à la mauvaise pluviosité.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

A fin avril 2017, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 115,7 contre 96,9 à la même période de l'année précédente, soit une inflation de 19,4%, en liaison avec la hausse, à la fois, des prix des produits alimentaires (+30,2%) et non alimentaires (+8,3%).

L'inflation alimentaire est due à l'augmentation des prix de toutes ses composantes, particulièrement celle des prix des sous divisions «Légumes» (+38,1%), «Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie» (+36,0%), «Fruits» (+31,5%), «Pains et céréales» (+30,2%), «Lait, fromage et œufs» (+17,5%) «Poisson» (+12,1%), «viande» (+11,4%) et «Produits alimentaires non définis ailleurs» (+10,1%).

Indice des prix à la consommation (base 100 en 2016/2017)

	avr-16	avr-17	Variation
1. Alimentation	95,8	124,7	30,2
-Pains et céréales	95,8	124,7	30,2
-Viande	97,3	108,4	11,4
-Poisson	100,6	112,8	12,1
-lait,fromage et œufs	91,3	107,3	17,5
-Huiles et graisses	97,6	106,4	9,0
-Fruits	85,3	112,2	31,5
-Légumes	95,8	132,2	38,1
-Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	91,7	124,7	36,0
- Produits alimentaires non définies ailleurs	96,2	105,9	10,1
2. Hors alimentation	97,8	105,9	8,3
- Boissons alcoolisées et Tabac	93,0	107,2	15,3
- Articles d'habillement et articles chaussants	92,0	108,8	18,3
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	101,5	108,0	6,4
- Ameublement,équipement ménager,et entretien courant de la maison	94,6	106,1	12,1
- Santé	96,8	102,0	5,4
- Transport	97,6	108,0	10,6
- Communications	100,1	100,6	0,5
- Loisirs et culture	96,0	104,9	9,3
- Enseignement ,éducation	99,7	102,0	2,2
-Hôtellerie,café et restauration	97,4	105,6	8,4
- Autres biens et services	96,4	103,8	7,7
Indice général	96,9	115,7	19,4

Source : ISTEERU

L'inflation hors alimentation a essentiellement résulté de la hausse des prix des sous-divisions «Articles d'habillement et articles chaussants» (+18,3%), «Boissons alcoolisées et tabac» (+15,3%) «Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison» (+12,1%), «transport» (+10,6%) «Loisirs et culture» (+9,6%), «Hôtellerie, café et restauration» (+8,4 %) ainsi que «Autres biens et services» (+7,7%).

IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin avril 2017, le déficit global (hors dons) des finances publiques s'est allégé par rapport à celui de la période correspondante de 2016 sous l'effet d'une progression plus importante des recettes que des dépenses.

IV.1 Recettes

Par rapport au mois précédent, les recettes publiques du mois d'avril 2017 ont régressé de 21.920,1 MBIF (ou -30,1%), revenant de 73.064,8 à 51.144,7 MBIF. Cette baisse est liée

principalement au recul des recettes fiscales (-21.584,7 MBIF), en particulier l'impôt sur les revenus des sociétés.

En glissement annuel, les recettes cumulées ont, par contre, augmenté de 14,6%, passant de 200.273,7 à 229.494,2 MBIF principalement en rapport avec la progression des recettes fiscales (+29.497,9 MBIF).

IV.2 Dépenses

Les dépenses engagées pendant les quatre premiers mois de 2017 se sont établies à 334.612,4 contre 319.701,1 MBIF à la même période de l'année précédente, soit un accroissement (+4,7%). Parmi ces dépenses, celles liées au personnel se sont accrues de 19,2%, passant de 108.279,3 à 129.074,3 MBIF.

IV.3 Dette publique

D'un mois à l'autre, la dette publique a augmenté de 3,0% en liaison avec l'accroissement de la dette intérieure (+0,5%) et de la dette extérieure (+8,3%).

En glissement annuel, la dette publique s'est accrue de 15,1%, s'établissant à 2.139,6 Mds de BIF à fin avril 2017 contre 1.859,4 Mds de BIF à la période correspondante de l'année précédente, en liaison avec l'augmentation de la dette intérieure (+25,1%), la dette extérieure ayant plutôt reculé (-0,7%).

-Dette intérieure

D'un mois à l'autre, la dette intérieure a augmenté de 7.693,6 MBIF, passant de 1.411,3 à 1.418,9 Mds de BIF, suite à la hausse de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+10.415,5 MBIF) qui a

contrebalancé le recul de la dette envers le secteur non bancaire (-2.721,9 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique intérieure a également augmenté (+285.082,7 MBIF), passant de 1.133,8 à 1.418,9 Mds de BIF, en rapport avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+253.868,0 MBIF) et non bancaire (+31.217,7 MBIF).

L'augmentation de la dette envers le secteur bancaire a concerné particulièrement les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+92.993,7 MBIF) et les banques commerciales (+162.520,5 MBIF).

-Dette extérieure

Comparée à celle du mois précédent, la dette publique extérieure s'est accrue (+55.526,9 MBIF), passant de 665.055,9 à 720.582,8 MBIF. Par contre, en glissement annuel, elle a baissé de 4.988,6 MBIF, revenant de 725.571,4 à 720.582,8 MBIF. Cette diminution est en liaison avec l'amortissement de la dette (9.898,9 MBIF) et les moins-values de réévaluation (4.246,1MBIF) qui ont dépassé les tirages (9.156,4 MBIF).

Exprimée en dollar américain, la dette extérieure à fin avril 2017 a reculé de 23,9 MUSD par rapport au même mois de 2016, revenant de 444,9 à 421,0 MUSD.

V.COMMERCE EXTERIEUR

Par rapport à la même période de 2016, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé, en liaison avec l'augmentation plus importante des importations que les exportations.

V.1 Exportations.

A fin avril 2017, les exportations cumulées ont progressé de 8% en valeur et baissé de 11,5% en volume. Cette progression est liée à l'accroissement des exportations des produits primaires (+20%), celles des produits manufacturés ayant baissé de 11,1%. L'augmentation des exportations des produits primaires a concerné les exportations de l'or non monétaire (15.775,3MBIF), du thé (16.263,0 contre 15.333,3MBIF) et des minerais de niobium (2.352,0 contre 6.851MBIF).

La hausse des exportations des produits manufacturés a porté sur les bières (4.983,3 contre 3.873,9 MBIF), la farine de blé (5.367,9 contre 3.359,6 MBIF) et les bouteilles (1.917,9 contre 198,7 MBIF).

Comparativement au mois précédent, la valeur des exportations a chuté de 41,0%, revenant de 23.411,4 à 13.793,4 MBIF, suite principalement à la diminution de la valeur de l'or non monétaire exporté (2.992 contre 5.098,8 MBIF) et du café marchand (0,4 contre 771,0 MBIF).

En volume, la baisse des exportations a concerné principalement les savons (543 contre 2.598T), le ciment (2,0 contre 866T) et les autres produits manufacturés (2.563 contre 4.938T).

V.2 Importations.

Comparées à la même période de 2016, les importations cumulées ont progressé de 29,8% en valeur et baissé de 7,1% en volume.

En valeur, l'accroissement a concerné toutes les grandes catégories de biens: les biens de production ont augmenté

17,3%, les biens d'équipement de 58% et les biens de consommation de 28,1%.

L'augmentation des importations de biens de production a essentiellement concerné ceux destinés à la métallurgie (14.317,9 contre 8.892,8 MBIF), à l'alimentation (24.489,1 contre 19.687,8 MBIF) et à l'agriculture et élevage (17.630,9 contre 16.090,1 MBIF).

L'accroissement des importations de biens d'équipement a porté sur les tracteurs, véhicules et engins de transport (51.887,6 contre 16.648,0 MBIF), les chaudières et les engins mécaniques (17.146,5 contre 16.054,7 MBIF) et les autres biens d'équipement (8.113,9 contre 4.729,7 MBIF). En revanche, le matériel électrique (14.475,8 contre 17.724,4 MBIF) et les pièces et outillages (6.116,0 contre 6.666,4 MBIF) ont diminué.

S'agissant des importations des biens de consommation, la hausse est liée à celle des biens durables, comme les textiles (15.977,6 contre 10.637,0 MBIF) et les véhicules (15.891,9 contre 14.023,4 MBIF), ainsi que les non durables notamment les produits pharmaceutiques (37.318,7 contre 26.335,8 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la valeur des importations a diminué de 20,1%, revenant de 117.554,1 à 93.963,6 MBIF, suite à la baisse des importations des biens de production (34.543,1 contre 36.912,0 MBIF), des biens d'équipement (19.082,3 contre 31.834,4 MBIF) et des biens de consommation (40.338,1 contre 53.198,6MBIF).

La diminution des importations en volume a porté principalement sur les biens destinés à la construction (35.903 contre 49.726 T), les combustibles solides (0 contre 6.919 T) et les produits pétroliers (40.576 contre 42.232 T).

VI. TAUX DE CHANGE

Au mois d'avril 2017, le BIF s'est déprécié de 4,30% par rapport au dollar américain, le taux de change moyen du BIF/USD s'est établi à 1.711,54 contre 1.641,00 BIF à la même période de 2016. Par rapport au mois précédent, le BIF/USD s'est déprécié de 0,39%, s'établissant à 1.711,54 contre 1.704,92 BIF. A fin de période, le taux de change du BIF/USD s'est fixé à 1.714,48 contre 1.643,83 BIF à fin avril 2016, soit une dépréciation de 4,30%.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues, suite à la progression des avoirs intérieurs nets et des avoirs extérieurs nets.

VII.1 Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 29,3% par rapport à fin avril 2016, passant de 349.744,5 à 452.090,6 MBIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts des banques commerciales (+47.513,6 MBIF), des établissements de microfinances (+9.900,4 MBIF), des divers (+5.774,6 MBIF) ainsi que sur les billets et pièces en circulation (+39.157,5 MBIF).

VII.2 Masse monétaire

Par rapport à fin avril 2016, la masse monétaire (M3) a augmenté de 16,3%, passant de 1.100,0 à 1.279,8 Mds de BIF. Cet accroissement a été tiré par l'agrégat monétaire M2 qui a progressé de 21,0% (+205.434,1 MBIF), les dépôts en devises des résidents ayant diminué de 20,8% (-25.619,8 MBIF).

L'expansion de la masse monétaire M2 a concerné les disponibilités monétaires (+211.906,1 MBIF), les dépôts à terme et d'épargne ayant diminué de 6.472,0 MBIF. L'augmentation de l'agrégat M1 a porté sur les dépôts à vue et la circulation fiduciaire hors banques qui se sont accrus de 36,9 et 16,2%, respectivement.

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a concerné principalement les dépôts des entreprises privées et ceux des ménages qui ont respectivement progressé de 101.100 et 54.879,7 MBIF

La baisse des dépôts à terme et d'épargne en BIF a porté essentiellement sur ceux des ménages (-8.173,5 MBIF), des sociétés non financières publiques (-1.075,3 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (-6.615,1 MBIF). Par contre, les placements des entreprises privées ont augmenté de 10.121,7 MBIF.

La baisse des dépôts en devises des résidents est en rapport avec la diminution de ceux des sociétés non financières publiques (-7.164,8 MBIF), des autres sociétés non financières (-11.725,3 MBIF) et ceux regroupés dans les autres comptes (-9.241,6 MBIF). En revanche, les avoirs des ménages ont augmenté de 2.576,6 MBIF.

VII.3 Contreparties

En glissement annuel, le crédit intérieur a augmenté de 10,3%, passant de 1.610,2 à 1.776,5 Mds de BIF, en raison de l'importante augmentation des créances nettes sur l'Etat (+ 25,2%), les créances sur l'économie ayant plutôt diminué de 3,3%.

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a été principalement tiré par celui des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+173.454,1 MBIF) et des engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale (+37.603,1 MBIF).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 11.479,1 MBIF, passant de -169.292,8 à -157.813,7 MBIF.

Exprimées en dollar américain, les réserves officielles de change ont également progressé, s'établissant 107,7 contre 98,9 MUSD à fin avril 2016. Ces réserves couvrent 1,6 mois d'importations comme à la même période de l'année précédente.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin avril 2017, le total bilan du secteur bancaire a augmenté; le volume des dépôts s'est accru tandis que celui du crédit à l'économie a diminué. Toutefois, le crédit au secteur gouvernemental à travers les titres du Trésor a augmenté.

VIII.1 Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 8,8%, s'établissant à 1.869,1 contre 1.718,0 Mds de BIF à fin avril 2016. Cette hausse a concerné essentiellement les titres du

Trésor. Comparé à celui de la même période de 2016, l'encours crédit à l'économie a baissé de 7,6%, revenant de 808.330,2 à 746.551,4 MBIF.

Par contre, l'encours des titres du Trésor a augmenté de 63,7%, passant de 289.548,9 à 473.890,7 MBIF. Par rapport à la même période de l'année précédente, la part des titres du Trésor dans le total actif du secteur bancaire a augmenté, passant de 18,6% à 25,4%. Par contre, la part des crédits au secteur privé dans le total actif a baissé, revenant de 47,1% à 39,9%.

VIII.2 Ressources

Comparés à ceux de la même période de l'année précédente, les dépôts collectés ont augmenté de 8,5%, passant de 995.157,3 à 1.079.481,2 MBIF à fin avril 2017. Par ailleurs, les refinancements des banques commerciales auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 38,6%, s'établissant à 100.060,0 contre 72.219,0 MBIF à la même période de 2016.

IX. SOLIDITE DU SECTEUR BANCAIRE

Au mois d'avril 2017, le secteur bancaire est demeuré solide et suffisamment capitalisé, et toutes les normes prudentielles ont été respectées. Le portefeuille crédits s'est amélioré. Toutefois, le secteur bancaire reste moins rentable qu'à la même période de 2016.

IX.1 Adéquation du capital

A fin avril 2017, le secteur bancaire est capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents. Le ratio de

solvabilité globale et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des normes réglementaires qui prennent en compte le volant de conservation des fonds propres de 12,5% et 14,5% respectivement. Les deux ratios ont augmenté, passant respectivement de 20,6 à 21,0 et de 24,0 à 24,4 de fin avril 2016 à fin avril 2017. Le ratio de levier s'est établi à 13,9%, alors que la limite minimale est de 7%.

IX.2 Qualité du portefeuille crédit

Par rapport à fin avril 2016, la qualité du portefeuille crédit s'est améliorée ; le taux de détérioration des crédits revenant de 18,4% à 14,2% à fin avril 2017. Au cours de la même période, les créances impayées ont diminué de 19,6%, s'établissant à 153.722,2 contre 191.221,6 MBIF.

Le taux de détérioration des crédits dans le secteur «hôtellerie et tourisme» s'est établi à 15%. Les secteurs «agriculture» et «commerce» ont connu des taux de détérioration de 5% et 28%, respectivement. Les crédits accordés pour les secteurs «construction» et «industrie» se sont détériorés de 13% et 16% respectivement.

Pour se prémunir contre ce risque de détérioration de la qualité du portefeuille crédits, le secteur bancaire s'est montré plus prudent et a constitué de provisions. Le taux de provisionnement a été de 73% à fin avril 2017 contre 79,4% à la même période de 2016.

Le risque de concentration envers les grands débiteurs est minime. Les crédits accordés aux grands risques

représentaient 10,5% du total crédit à fin avril 2017. En revanche, le secteur bancaire fait face au risque de concentration envers le secteur «commerce» qui représente 28,2% de l'ensemble des crédits à l'économie.

IX.3 Rentabilité

Comparée à la même période de l'année précédente, la rentabilité du secteur bancaire a régressé. En effet, le résultat net a diminué de 70,2%, revenant de 12.027,5 à 3.583,2 MBIF.

Le taux de rendement des actifs (ROA) s'est établi à 0,2% et celui des fonds propres (ROE) a baissé, revenant de 5,5% à 3,7% de fin avril 2016 à fin avril 2017.

IX.4 Liquidité

Les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes réglementaires de 20% (actifs liquides sur total dépôts) avec des moyennes respectives de 57,6% et 124,4%.

Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts relativement élevé, la part dépôts des dix gros déposants représente 23,8% du total des dépôts à fin avril 2017.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 016			2 017		
	Février	Mars	Avril	Février	Mars	Avril
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	97,8	122,8	113,4	98,0	102,0	112,1
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	22 009,0	22 009,0	22 009,0	17 906,0	17 906,0	17 906,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	12 705,0	20 033,2	26 777,0	9 106,4	13 965,0	19 620,2
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	110,4	110,7	112,1	114,9	115,9	115,7
5. Taux d'inflation(en p.c)	6,7	4,2	2,7	20,5	21,1	19,4
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	91 191,1	149 794,9	200 273,7	105 284,6	178 349,4	229 494,2
1.1. Recettes fiscales (cumul)	84 342,5	138 596,1	184 194,9	99 480,9	167 379,2	213 692,8
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	6 848,6	11 198,8	16 078,8	5 803,8	10 970,3	15 801,4
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées	127 344,5	225 107,1	319 701,1	148 689,7	236 595,8	334 612,4
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	55 800,0	80 400,0	108 279,3	65 282,8	97 090,4	129 074,3
3. Dette publique (en MBIF)	1 782 168,7	1 823 201,0	1 859 445,7	2 108 400,1	2 076 319,2	2 139 539,7
3.1. Encours dette intérieure	1 082 134,6	1 102 579,7	1 133 874,3	1 372 302,2	1 411 263,4	1 418 957,0
dont bons et obligations du Trésor	402 426,2	417 680,2	438 638,3	613 931,0	627 821,5	643 307,1
avance ordinaire BRB	-	-	4 780,1	107 598,6	130 042,5	122 074,2
3.2. Encours dette extérieure	700 034,1	720 621,3	725 571,4	736 097,9	665 055,9	720 582,8
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	421,6	443,6	444,9	433,3	390,1	421,0
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	343,5	897,1	1 520,4	1 765,2	869,3	869,3
dont amortissements	10,9	563,5	776,6	1 297,4	496,0	1 710,7
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	1 703,6	18 917,4	307,3	4 864,7	-	51,35
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	333 847,9	323 262,0	349 744,5	437 118,0	461 391,1	452 090,6
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 103 155,9	1 074 422,7	1 100 011,1	1 223 172,0 (p)	1 261 421,4 (p)	1 279 825,4 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	967 360,2	956 008,2	976 925,2	1 127 017,0 (p)	1 164 362,3 (p)	1 182 359,3 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 579 631,7	1 568 749,0	1 610 225,7	1 725 863,8 (p)	1 765 278,7 (p)	1 776 495,8 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	735 457,1	725 144,4	770 125,8	901 727,5 (p)	948 145,5 (p)	964 350,4 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-132 788,7	-161 023,8	-169 292,8	-140 998,5	-157 653,9	-157 813,7
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	43 964,8	71 850,0	72 200,0	95 000,0	87 840,0	100 000,0
	-	-	-	0,0	0,0	0,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	6,7	6,5	6,5	5,0	5,5	5,6
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	9,6	8,6	8,0	5,6	5,7	5,7
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	11,1	11,2	11,3	7,6	7,5	7,3
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	0,0	0,0	0,0
7.5. Apport de liquidité	3,6	3,3	3,3	3,7	4,9	5,4
7.6. Facilité de prêt marginal	9,2	9,2	9,7	8,5	9,0	8,0
7.7. Marché interbancaire	5,0	5,4	-	5,1	6,0	6,0
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,2	8,0	7,8	6,8	6,6	6,3
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,2	16,3	16,5	16,3	16,3	16,1
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	34 670,3	48 037,7	56 766,2	24 112,7	47 524,1	61 317,5
dont Café Arabica	14 023,9	15 920,1	16 895,9	4 689,0	5 460,1	5 460,5
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	16 086	23 597	29 638	11 959	19 572	26 218
1.2. Prix moyen des contrats de vente						
de café Arabica fob DSL - US cts/lb	109,0	82,6	-	35,2	70,5	99,4
- BIF/Kg	3 862,1	2 949,1	-	1 272,6	2 638,1	3 706,2
1.3. Encaissements café (en MBIF)	8 286,7	11 655,2	18 018,8	8 068,6	9 732,1	10 024,6
2. Importations (cumul en MBIF)	185 019,0	275 323,4	365 786,1	186 006,9	303 561,0	397 524,6
dont produits pétroliers	45 604,4	74 807,9	94 759,4	31 705,3	50 164,4	54 266,4
2.1. Volume des importations (cumul en T)	145 769	218 668	284 933	107 608,0	164 334,7	211 254,9
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	113,9	103,0	109,9	100,3	99,9	98,9
3.1.2. Réel	119,4	118,2	116,3	93,6	113,5	111,9
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 631,8	1 637,5	1 643,8	1 701,6	1 708,7	1 714,5
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 629,1	1 634,5	1 641,0	1 698,7	1 704,9	1 711,5
(p) : Provisoire nd : Non disponible - : Données inexistantes.						

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE
(en millions de BIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/04/2016	30/04/2017	Variation en %	30/04/2016	30/04/2017	Variation en %	30/04/2016	30/04/2017	Variation en %
Rubriques									
I. EMPLOIS	1 587 270,0	1 725 786,8	8,7	130 748,4	143 356,8	9,6	1 718 018,4	1 869 143,6	8,8
PRINCIPAUX EMPLOIS	1 271 205,5	1 415 137,7	11,3	98 287,0	107 759,7	9,6	1 369 492,5	1 522 897,4	11,2
A. Actifs Liquidites	556 248,2	771 505,1	38,7	4 914,1	4 840,9	-1,5	561 162,3	776 346,0	38,3
. Caisse	43 381,2	45 758,3	5,5	13,5	3,2	-76,3	43 394,7	45 761,5	5,5
. B.R.B.	115 785,3	168 309,9	45,4	1 077,6	317,0	-70,6	116 862,9	168 626,9	44,3
. Banques & Etablissements Financiers	77 408,6	64 309,7	-16,9	3 823,0	4 520,7	18,3	81 231,6	68 830,4	-15,3
. Endettement direct de l'Etat	319 673,1	493 127,2	54,3	0,0	0,0	0,0	319 673,1	493 127,2	54,3
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	289 548,9	473 890,7	63,7	0,0	0,0	0,0	289 548,9	473 890,7	63,7
<i>Autres crédits à l'Etat</i>	30 124,2	19 236,5	-36,1	0,0	0,0	0,0	30 124,2	19 236,5	-36,1
B. Crédits	714 957,3	643 632,6	-10,0	93 372,9	102 918,8	10,2	808 330,2	746 551,4	-7,6
. Court terme	464 649,7	384 086,0	-17,3	6 813,6	15 759,5	131,3	471 463,3	399 845,5	-15,2
. Moyen terme	174 938,2	168 388,1	-3,7	42 904,9	44 083,5	2,7	217 843,1	212 471,6	-2,5
. Long terme	75 369,4	91 158,5	20,9	43 654,4	43 075,8	-1,3	119 023,8	134 234,3	12,8
. Crédits bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Autres	316 064,5	310 649,1	-1,7	32 461,4	35 597,1	9,7	348 525,9	346 246,2	-0,7
II. RESSOURCES	1 587 270,0	1 725 786,8	8,7	130 748,4	143 356,8	9,6	1 718 018,4	1 869 143,6	8,8
Principales ressources	1 161 996,0	1 254 603,3	8,0	50 593,7	56 189,1	11,1	1 212 589,7	1 310 792,4	8,1
. Clientèle	948 794,5	1 027 827,4	8,3	46 362,8	51 653,8	11,4	995 157,3	1 079 481,2	8,5
<i>dont: dix grands dépôts</i>	274 110,6	249 510,7	-9,0	10 052,1	7 462,1	-25,8	284 162,7	256 972,8	-9,6
. Refinancement auprès B.R.B.	72 219,0	100 060,0	38,6	0,0	0,0	0,0	72 219,0	100 060,0	38,6
. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Banques & Etablissements Financiers	140 982,5	126 715,9	-10,1	4 230,9	4 535,3	7,2	145 213,4	131 251,2	-9,6
<i>dont: Résidents</i>	72 693,0	62 621,4	-13,9	4 230,9	4 535,3	7,2	76 923,9	67 156,7	-12,7
Autres	425 274,0	471 183,5	10,8	80 154,7	87 167,7	8,7	505 428,7	558 351,2	10,5
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	198 788,4	195 629,2	-1,6	23 990,9	25 725,4	7,2	222 779,3	221 354,6	-0,6
. Fonds propres (en MBIF)	224 105,9	219 693,8	-2,0	35 825,6	36 410,6	1,6	259 931,5	256 104,4	-1,5
. Risques pondérés	971 035,0	927 903,9	-4,4	111 357,2	123 686,5	11,1	1 082 392,2	1 051 590,4	-2,8
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,5	21,1		21,5	20,8		20,6	21,0	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,1	23,7		32,2	29,4		24,0	24,4	
. Ratio de levier (norme 7%)	14,2	12,4		20,0	19,4		14,6	13,9	
Qualité et concentration des crédits									
. Grands risques	129 118,3	69 256,6	-46,4	8 075,9	9 242,6	14,4	137 194,2	78 499,2	-42,8
. Créances à surveiller	11 970,3	28 930,4	141,7	30 478,3	18 950,2	-37,8	42 448,6	47 880,6	12,8
. Créances Non performantes	137 979,0	91 673,6	-33,6	10 794,0	14 167,9	31,3	148 773,0	105 841,5	-28,9
. Impayés	149 949,3	120 604,0	-19,6	41 272,3	33 118,1	-19,8	191 221,6	153 722,1	-19,6
. Provisions constituées	110 406,0	70 041,2	-36,6	7 687,8	7 247,1	-5,7	118 093,8	77 288,3	-34,6
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	45,0	37,3		71,4	71,8		47,1	39,9	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	20,1	28,6		0,0	0,0		20,1	28,6	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	160,8	252,1		0,0	0,0		160,8	252,1	
. Taux des prêts non performants	19,3	14,2		11,6	13,8		18,4	14,2	
. Taux d'impayés	21,0	18,7		44,2	32,2		23,7	20,6	
. Taux de provisionnement (en %)	80,0	76,4		71,2	51,2		79,4	73,0	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	18,1	10,8		8,6	9,0		17,0	10,5	
Liquidité									
. Coefficient de liquidité en BIF(*)	41,6	57,6		0,0	0,0		41,6	57,6	
. Coefficient de liquidité en devises (*)	113,7	124,4		0,0	0,0		113,7	124,4	
. Total crédits/total dépôts (*)	75,4	62,6		201,4	199,2		81,2	69,2	
. Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	121,0	117,8		264,5	220,2		133,8	166,1	
. Dix gros dépôts/Total dépôts (*)	28,9	24,3		21,7	14,4		28,6	23,8	
Rentabilité et performance									
. Résultat avant impôt	13 599,6	8 997,9	-33,8	818,3	429,2	-47,5	14 417,9	9 427,1	-34,6
. Résultat net de l'exercice	11 396,9	3 154,4	-72,3	630,6	429,2	-31,9	12 027,5	3 583,6	-70,2
. Produit Net Bancaire	33 861,7	35 448,1	4,7	4 025,3	3 939,4	-2,1	37 887,0	39 387,5	4,0
. Taux de rendement des fonds propres							5,5	3,7	
. Taux de rendement des actifs								0,2	

ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,4	4,9	4,2	-0,3	1,7
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	18,2	7,9	4,4	5,5	5,6
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	134,7	94,0	131,8	120,1	109,4
Importations, CAF (en millions de dollar)	751,5	811,0	768,7	716,4	734,8
Volume des exportations (en tonnes)	52 300	57 207	79 580	85 499	84 613
Volume des importations (en tonnes)	705 348	809 077	798 246	629 916	880 458
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-255,1	-250,2	-384,5	-371,2	nd
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9	1 654,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1	1 688,6
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	312,9	321,2	317,3	136,4	95,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,2	4,2	2,3	1,4
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
Crédit intérieur (en MBIF)	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 643 372,6
Créances nettes sur l'Etat	277 057,5	274 749,0	384 697,0	687 259,5	910 311,1
Créances sur l'économie	643 028,6	697 553,3	751 176,8	723 344,8	724 923,0
Masse monétaire (M3)	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 060 791,0	1 129 690,2
Masse monétaire (M2)	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 034 732,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,8	4,9	5,1	4,8	4,6
Base monétaire (Taux de croissance)	16,1	23,6	15,8	-8,6	29,2
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	-	-	-	3,4	3,1
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	13,8	12,5	8,0	9,8	8,6
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en p.c.)	8,8	9,0	8,8	8,7	7,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs (fin de période en p.c.)	15,7	16,2	16,7	16,9	16,5
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	21,0	22,1	21,0	16,6	15,9
Dépenses (en p.c. du PIB)	24,6	25,0	25,3	24,7	22,0
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-0,3	-2,4	-0,5	-6,0	-2,3
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-8,2	-10,1	-9,5	-11,2	-8,5
- dons inclus	-3,6	-2,9	-4,4	-8,0	-6,0
Dettes intérieures (en MBIF)	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8	1 376 307,8
Dettes extérieures (en MUSD, en fin de période)	393	413	429,6	420	429,6
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	3,4	3,5	4,1	5,8	6,6
Dettes extérieures (en p.c. du PIB)	18,1	16,1	15,7	15,6	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3 365,8	3 812,5	4 185,1	4 423,2	4 754,9